

Roi(s), reine et valets

Marie-Claude Loiselle

L'animation en question

Number 125, December 2005, January 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7769ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (print)

1923-5097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Loiselle, M.-C. (2005). Roi(s), reine et valets. *24 images*, (125), 3–3.

Roi(s), reine et valets

Il se passe parfois des choses sidérantes, mais nous n'en sommes pas à une absurdité près dans ce monde de battants ayant retiré de leur vocabulaire les mots « échec », « erreur », « humilité ». C'est ainsi que l'on découvrirait, par un petit matin de novembre, comment une des éminences grises de cet éphémère éléphant blanc appelé FIFM (le producteur Roger Frappier, pour ne pas le nommer) et son influente acolyte (la productrice Denise Robert) allaient s'y prendre pour tenter de sauver la face aux yeux « du milieu », tout cela en prenant soin de ne pas s'imputer la moindre responsabilité du naufrage du festival, ce qui les obligerait à faire leur mea-culpa. À la guerre – puisque c'est ainsi que ces gens-là envisagent leur stratégie d'avancement –, il n'y a pas d'égarements ou de fautes de jugement. Seulement une succession de batailles, et le regard tendu vers la victoire... Ainsi, face à leur échec de n'avoir pas pu réaliser ce fantasme de mégafestival montréalais apparemment chéri par les gens de l'industrie du cinéma au Québec, ce n'est pas que pour eux-mêmes qu'ils réclament un temps d'arrêt et de réflexion : ils voudraient l'imposer à tout le monde. Mettons sur pied une commission d'étude (!) et attendons ses résultats, « même si cela devait avoir pour conséquence de ne pas tenir de festival à Montréal en 2006 », peut-on lire dans un texte adressé au *Devoir*¹. Mais pour quelle raison le Festival du nouveau cinéma, qui, malgré un budget insuffisant et rétréci, prouve davantage chaque année son dynamisme, sa force de renouvellement, son ressort et sa capacité d'engendrer l'émulation, devrait-il subir les contrecoups de l'échec de cet événement qui n'a pas su s'imposer, en suspendant ses activités? Peut-on voir autre chose dans l'intervention de ces producteurs qu'une avidité rageuse de tout contrôler au point de vouloir que si eux n'y sont pas l'an prochain, les autres non plus n'y seront pas? Surtout que l'animal (le FNC) a osé et ose encore leur tenir tête!

Les grands initiateurs du FIFM ont eu beau faire référence à la cohabitation entre la compétition officielle et la Quinzaine des réalisateurs à Cannes pour justifier leurs visées centralisatrices, ce qu'ils omettent de rappeler, c'est que le Festival de Cannes existait déjà depuis 22 ans lorsque la Quinzaine a vu le jour, alors que dans le cas qui nous occupe ici, on demande à un festival déjà solidement implanté de venir se subordonner à un autre. Mais pourquoi donc un festival qui a acquis en 35 ans d'expérience de solides assises et développé une authentique personnalité, en plus d'avoir conquis un public fidèle, devrait-il se laisser noyer dans un plus vaste événement où il aurait tout à perdre, c'est-à-dire son âme?

Le jeu est pourtant clair. Ce grand branle-bas de combat déployé pour imposer le FIFM et faire croire qu'il répond à une nécessité – sans jamais dire laquelle – est surtout révélateur d'autre chose de bien plus préoccupant encore. Je veux parler de ce réseau de producteurs et de distributeurs (de succès), exploitants de salles et télédiffuseurs, qui dictent les règles du jeu en matière de cinéma. Hommes et femmes d'affaires et de pouvoir, ils usent de toutes les ruses et jeux d'influence possibles pour être entendus des institutions – tout en laissant croire qu'ils ne travaillent que pour le public, les cinéphiles (!) et le bien commun. La belle affaire! Ceux-là ont tous en com-

mun de savoir non seulement très bien vendre leurs produits (avec l'image et le discours qui les accompagnent), mais ils sont surtout passés maîtres dans l'art de l'autopromotion (faire parler d'eux, de leurs projets, de leurs exigences et de leur passion sur toutes les tribunes). Ils veulent redéfinir l'image et la nature même du cinéma d'auteur – label garant du sérieux d'une démarche –, donnant à « auteur » un sens qu'ils étirent à loisir, remodelant ce terme à leur image, selon leurs intérêts sur la voie du profit. Pour cela, tordre le sens des mots est non seulement un détail mais surtout un art qu'on doit savoir maîtriser². Il ne leur reste plus qu'à déterminer les normes du cinéma de « qualité » (celui qu'ils produisent), et nous n'avons plus qu'à nous incliner devant eux.

Les institutions, quant à elles, sont là pour répondre aux besoins du milieu et coordonner leurs volontés. Le problème, c'est que ce « milieu » est de plus en plus difficile à cerner. Qu'est-ce que signifie répondre aux « besoins du milieu » lorsque les exigences des uns compromettent la possibilité d'existence des autres? En réalité, le milieu du cinéma québécois, au sens fort, celui qui engloberait tous ceux qui œuvrent dans ce domaine, n'existe plus et est devenu une abstraction. Il y a des milieux aux motivations et aux besoins bien différents – pour ne pas dire parfois diamétralement opposés. Pourtant, si devant les institutions, comme l'écrivait si bien George Orwell, « tous sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres », c'est que certains se sont arrogé le droit de parler au nom de tous, en s'adressant aux institutions dans la langue qu'elles connaissent le mieux : celle du commerce et de l'économie. Il y a donc la marge, considérablement large, qui s'étend par degrés successifs selon son potentiel de rentabilité, et « le milieu », celui qui partage cette langue commune avec les gestionnaires de l'État.

Si cette langue sied bien aux institutions, qui semblent avoir pour seule mission de rentabiliser les fonds publics selon une perspective purement économique, en est-il de même pour nous tous qui contribuons à cette caisse? Le jeu que jouent tous les voraces accapareurs de fonds publics est on ne peut plus clair. Sommes-nous vraiment dupes de la musique que nous lançent aux oreilles cette clique de sirènes qui font la pluie et le beau temps dans notre cinéma?

Marie-Claude Loiselle

1. *Le Devoir*, le mercredi 9 novembre 2005, p. A6.

2. Ainsi on apprend, par la voie d'*Elle Québec* (www.ellequebec.com) notamment, que Denise Robert est non seulement une « productrice engagée », mais qu'elle est une « révolutionnaire », et qu'elle se serait même dit en concevant *Les voleurs d'enfance* : « Ça va être quoi, le box-office? Je m'en fous complètement ». On apprend aussi qu'on peut faire un « film d'auteur » sans rien connaître au cinéma : il suffit d'être entouré de bons techniciens et de dire : « Voilà mon point de vue ». Bref, on peut faire un film d'auteur sans auteur, en évacuant le comment pour ne garder que le quoi, le sujet. Plus celui-ci est choc, plus grande sera la réussite. La logique est implacable!

J'aurais aussi pu citer abondamment le commissaire Bensimon de l'ONF, un as de la manipulation sachant tout récupérer à son profit. À lire, s'il y a encore à s'en convaincre, le texte publié dans la *Cyberpresse* « Le documentaire à la cote. » Un modèle du genre.

